

Projet Grand Tourmalet 360

Ce projet, comme nous l'avons écrit à de nombreuses reprises, est un projet pharaonique, antidémocratique, coûteux, inadapté, archaïque et qui ne répond pas aux besoins ni du tourisme, ni de la population.

Pharaonique car cette entreprise de « remodelage de la montagne » consiste à transformer les pentes naturellement accidentées des montagnes, en parc d'attraction pour citadins

Coûteux car il est prévu pour un coût de 50 millions d'euros et le budget prévisionnel se base sur une augmentation du chiffre d'affaire des remontées mécaniques de 3% par an, ce qui ne sera même pas suffisant pour rembourser les emprunts !

Antidémocratique car ni les conseils municipaux des communes concernées, ni même le conseil communautaire n'a eu, n'a et n'aura droit de regard dessus : la compétence du domaine skiable a été transférée au SIVU (syndicat à vocation unique) du Grand Tourmalet et lui seul est juridiquement apte à prendre les décisions (soit une petite dizaine d'élus désignés par leurs pairs). Antidémocratique car, habitués de longue date à décider de tout entre eux, nos élus n'ont pas pris la mesure de la demande citoyenne d'être informée et consultée sur les grands projets, et n'ont donc pas jugé utile une réunion publique d'information (comme à Sivens !)

Inadapté car les priorités sur La Mongie sont essentiellement des besoins en structures d'hébergement, d'accessibilité à la station, d'animation, voire d'esthétique si on prend en compte la nécessaire rénovation immobilière !

Archaïque car la vision des promo-

teurs du projet est restée scotchée sur des modèles de développement touristique des années 60, où progrès et modernité se traduisaient par bétonnage à tout va !

Concentrer un emprunt de 50 millions d'euros sur le ski de piste à la Mongie est une erreur économique. D'une part, le tourisme ne peut pas être l'économie principale de la vallée, et encore moins le tourisme uniquement concentré sur le ski de piste, « rentable » tout au plus sur les semaines de février les bonnes saisons ! Si un tourisme doit être développé, c'est celui des 4 saisons qui engagerait la totalité de la vallée.

Cependant, le tourisme ne doit pas devenir l'horizon indépassable de la vie économique locale : l'agriculture, l'industrie, le thermalisme doivent prendre toute leur place dans un projet global de développement.

Enfin, ce projet se fait surtout sans les habitants du territoire ! Quid des emplois sur la station ? Les promoteurs nous ont clairement dit qu'il ne s'agissait pas d'augmenter la « masse salariale ». Quid des skieurs locaux ? La transformation des « Pyrénées frontière sauvage » en autoroutes pour « skieurs moyens » ne leur est pas destinée.



Apolitisme de façade

Juste une définition pour commencer ce propos : qu'est-ce que la politique ? Le dictionnaire la définit comme l'art de gouverner, une ville, un peuple, un pays. Toujours dans le dictionnaire, on lit que « faire de la politique », c'est poser une réflexion sur la manière d'administrer la cité.

Se réclamer de l'apolitisme, comme l'ont fait l'actuel maire de Bagnères et le président de la Communauté de Communes de la Haute Bigorre, est à nos yeux, une erreur doublée d'un non-sens qui pourrait s'avérer dangereux.

Pourquoi ? Sur la forme d'abord. Parce que cela ne reflète pas la réalité, la liste du maire est très clairement marquée à droite. Ensuite parce que cela jette de fait l'opprobre sur la Politique et par là même, sur ceux qui l'exercent, mais aussi parce que cela fait écho au brouhaha médiatique du « tous pourris » que nous entendons tous bien trop fréquemment.

Sur le fond, enfin. Parce que c'est ne pas donner de ligne précise ni sur la manière de gérer la ville ni sur la manière de gérer la CCHB, ni même sur les principes sur lesquels cette gestion va s'appuyer. De plus, quand sur la CCHB, l'élection du président et des vices présidents se décident dans les arrières cours de la République, dans l'entre-soi des amitiés et intérêts des uns et des autres, quand les nouveaux élus que nous sommes apprenons en conseil communautaire que tout est déjà décidé et que nous

n'avons plus qu'à entériner les décisions prises ailleurs et sans nous, quand aucun des prétendants à la présidence, que ce soit Monsieur Brune, ou Monsieur Sempastous, n'a souhaité se présenter au suffrage des élus, on comprend que notre volonté de remettre de la démocratie dans ce système désuet va être un long chemin pavé d'embûches !

Au contraire de cela, nous faisons de l'acte politique une noble mission au service de l'intérêt général, qui doit à nos yeux primer sur les intérêts particuliers de quelques uns. Nos choix sont des choix politiques et nous affirmons haut et clair notre appartenance à un courant politique qui a pour objectif de redonner tout son sens à la République en mettant l'Etat au service de l'intérêt général et non au service de quelques privilégiés.

Nous ne souhaitons pas jouer un simple rôle de figuration dans les conseils où nous avons été élus. Nous sommes très conscients qu'en tant qu'élus d'opposition, nous avons un rôle important de contrôle et de contre-pouvoir, essentiel pour la santé démocratique d'une assemblée territoriale. Nous nous sommes engagés à redonner la parole au Peuple, en l'informant de tous les projets et décisions le concernant. Mais encore une fois, la tâche risque d'être ardue vu l'obstination des élus majoritaires de nous « oublier » dans la mise en place des groupes de travail, que ce soit à la CCHB ou sur la ville !

Brèves

Parce que la monarchie républicaine instaurée par la Vème République n'est plus pertinente

Changeons ensemble nos institutions

Elisons une Assemblée Constituante

Définissons ensemble les nouvelles règles

Pour la VIème République



Elections départementales

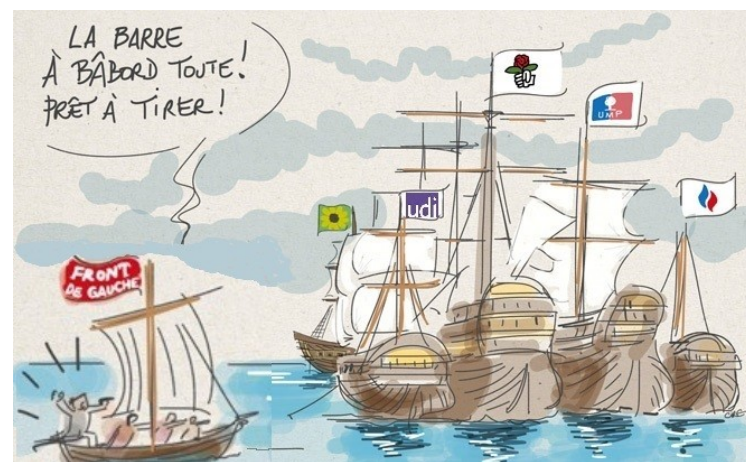
Vous voterez les **22 mars et 29 mars** pour les nouveaux élus départementaux : 1 homme + 1 femme (+ leurs suppléants)

Notre canton regroupera une grande partie de l'ancien canton de Bagnères + le canton de Campan.

Le gouvernement compte sur une abstention massive pour éviter une nouvelle catastrophe électorale !

Votez et faites voter contre l'austérité sans fin

Votez Front de Gauche!



NON

au Grand Marché Transatlantique



La dette

En son nom, notre président en guerre soi-disant contre « l'ennemi invisible, la finance », a décidé de mettre les collectivités territoriales à la diète, ce qui se traduit bien évidemment par une surcharge d'impôts locaux pour les citoyens.

Le Collectif pour un Audit Citoyen de la dette publique (CAC) a rendu un rapport passé inaperçu dans les médias, et pour cause :

La part illégitime de la dette publique représenterait 59% de la dette totale.

